

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 23 août 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2023

### **Partie nominative**

**ArcelorMittal France - Crassier de Marspich**

17 avenue des Tilleuls  
57190 Florange

Affaire suivie par : HEINTZ Jeremie

Téléphone : 03 88 13 06 25

Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr

Code AIOT : 0006201497 JH/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 04/07/2023 de l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- HEINTZ Jeremie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Sandrine VOGEL manager operation, Bj products and wastes dep qhse AM Florange
- Denis PERSONNAZ chef de projets direction immobilière AMF
- Davis ZIMMER chef de projet Real estate AMF
- Jean Philippe BRAULT directeur dépollution AM Europe
- Alexandre OCKLER chef de projet Environnement AMF

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Jeremie HEINTZ	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 04/07/2023 de l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 23 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ArcelorMittal France - Crassier de Marspich**

17 avenue des Tilleuls  
57190 Florange

Références : 0006201497 JH/AR

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ArcelorMittal France - Crassier de Marspich
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le crassier de Marspich exploité par SOLLAC Lorraine est une installation classée dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°84 – AG/3 – 72 du 27 janvier 1984 portant réglementation du dépôt de déchets industriels sidérurgiques dit « Crassier de MARSPICH. » Entre 2004 et 2005, l'exploitant est devenu ARCELOR ATLANTIQUE ET LORRAINE. L'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 07 novembre 2007 autorise la société Arcelor Atlantique et Lorraine, devenue ArcelorMittal France, à exploiter des installations de stockage de déchets industriels, de coke et de soufre. La capacité de stockage de coke est de 60 000 tonnes. Le stockage a été réparti sur plusieurs aires différentes du crassier.

La capacité de stockage de soufre est de 500 tonnes. Le stockage était disposé sur le crassier, au sud des casiers étanches. Par courrier du 15 décembre 2021 ArcelorMittal France a notifié la cessation des activités de stockage de coke et de soufre sur le crassier de Marspich soit une partie du site (cessation partielle avec libération de terrain pour une nouvelle activité). L'inspection ne porte que sur la cessation partielle.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le coke a été déstocké progressivement. Il a été repris à la chargeuse et expédié à l'usine de Dunkerque, pour sa production de fonte. S'agissant de stockages de coke sur des sols constitués de laitiers, il n'y a eu aucune opération spécifique de remise en état. Il reste localement des morceaux de coke sur le sol. Le soufre a été déstocké. La base du stockage en contact avec le sol n'a pas été reprise, le sol présentait encore une couleur jaunâtre. Il restait encore quelques centimètres de soufre et laitier à décaper et à diriger vers un centre de traitement. Ce reliquat a brûlé le 31 mai 2023. La semelle de soufre brûlé est toujours en place. Les reliquats de soufre et de coke seront traités au moment de la remise en état. Le crassier est clôturé et surveillé.

La mise en sécurité est en cours.

A l'issue des consultations, l'usage futur est industriel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, notification et mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<b>Constats :</b> Par courrier du 15 décembre 2021, ArcelorMittal France a notifié la cessation des activités de stockage de coke et de soufre sur le crassier de Marspich soit une partie du site (cessation partielle avec libération de terrain pour une nouvelle activité). Le coke a été déstocké progressivement. Il a été repris à la chargeuse et expédié à l'usine de Dunkerque, pour sa production de fonte. S'agissant de stockages de coke sur des sols constitués de laitiers, il n'y a eu aucune opération spécifique de remise en état. Il reste localement des morceaux de coke sur le sol. Le soufre a été déstocké. La base du stockage en contact avec le sol n'a pas été reprise, le sol présentait encore une couleur jaunâtre. Il restait encore quelques centimètres de soufre et laitier à décaper et à diriger vers un centre de traitement. Ce reliquat a brûlé le 31 mai 2023. La semelle de soufre brûlé est toujours en place. Les reliquats de soufre et de coke seront traités au moment de la remise en état. Le crassier est clôturé et surveillé. La mise en sécurité est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consultation sur l'usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a proposé un usage futur de type industriel par courrier du 6 décembre 2022 à la communauté d'agglomération du Val de Fensch et aux mairies d'Hayange, de Sérémange-Erzange et de Florange. Il n'a pas reçu de réponse et plus de 3 mois se sont écoulés. L'exploitant est propriétaire du site. L'usage futur est industriel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet